

Forte mobilisation autour des Girpi

Social. Les salariés de l'entreprise harfleuraise, spécialiste des systèmes de canalisation, ont manifesté hier contre le licenciement de 21 des leurs.



Le délégué syndical a harangué ses troupes (aux premiers rangs, les femmes licenciées)

Ils étaient plusieurs centaines vendredi en fin de matinée, alors que les négociations se poursuivaient dans les bureaux, à manifester devant les grilles de l'usine Girpi contre le licenciement de 21 employés (essentiellement des femmes) sur un effectif de 220, à l'appel du secrétaire du syndicat CGT de l'entreprise, Daniel Danieli. Une manifestation unitaire qui a reçu le soutien de l'union locale d'Harfleur, de Total Plateforme Normandie, du député Jean-

Paul Lecoq, d'élus harfleuraux et de bien d'autres. Une décision d'autant plus incompréhensible, selon les organisateurs, que l'entreprise a réalisé 67 millions de chiffre d'affaires (+13 %, un record qualifié d'historique) et que le groupe Aliaxis, dont dépend Girpi, a réalisé pour sa part plus de 3 milliards de chiffre d'affaires (+4,9 %), « les meilleurs résultats jamais enregistrés par le groupe », a révélé son chief executive officer, Laurent Lenoir.

Pour Jean-Paul Lecoq, « le problème est dû au fait qu'Aliaxis va appliquer les management fees [les frais de gestion englobant des prestations administratives, comptables et juridiques facturées par une société mère à ses filiales, ndlr]. Les emplois supprimés à Girpi sont pour l'essentiel administratifs. L'intérêt pour Girpi est donc de garder ses emplois car ça coûtera moins cher à l'usine, alors que celui des actionnaires est de les supprimer en appliquant les management fees. »